

ADMINISTRATION

3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5°)

Paraissant mensuellement

UN CONGRÈS HISTORIQUE

Le Congrès des Travailleurs Nord-Africains

Le 7 décembre 1924 sera une date dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Ce jour-là, s'est tenu à Paris, le 1^{er} congrès des travailleurs nord-africains, organisé par le Parti Communiste.

150 délégués tunisiens, algériens et marocains unis à leurs frères de classe, les prolétaires de France, ont envisagé avec eux les moyens de lutte contre l'exploitation et l'oppression de l'impérialisme français.

150 ouvriers des diverses usines de la région parisienne, les plus conscients, les plus combattifs du sous-prolétariat colonial, sont venus représenter leurs frères et établir leur programme de revendications.

Malgré la politique esclavagiste qui veut faire des indigènes un cheptel humain, malgré les campagnes de presse tendancieuses pour discréditer les travailleurs coloniaux et empêcher leur union aux prolétaires français, les ouvriers nord-africains revendiquent leur droit à la vie, et sous le faix de l'oppression, se révoltent à la lutte de classe. Ni l'arbitraire, ni l'appareil de répression et de basse police récemment institué n'arrêteront ce mouvement, au contraire; les indigènes sont guéris de leurs illusions; ils ne croient plus aux promesses mensongères que la France des Loucheur, des Pelligré, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de la Compagnie Algérienne, leur a faites, lors du carnage de 1914; plus que jamais leur esprit de combativité, leur volonté de se libérer du régime d'exploitation et de meurtre qu'est le colonialisme s'affirment, avec tant de vigueur!

Dans ce 1^{er} Congrès du 7 décembre, les délégués arabo-berbères ont montré une telle compréhension des problèmes sociaux qui les intéressent, ils ont discuté avec une telle netteté sur les thèses présentées, ils ont établi des moyens d'action si précis qu'ils ont anéanti cette légende imbécile, si chère à ces fumistes de socialistes, légende qui nie ou rejette à une époque lointaine la maturité révolutionnaire du prolétariat colonial.

La question syndicale a été exposée par un ouvrier indigène, avec une clarté parfaite. Ce camarade démontra l'action débile des organisations réformistes, la trahison des social-démocrates, toutes les théories périmées du syndicalisme pur et de l'anarcho-réformisme, et par des exemples concrets il fit un parallèle entre ces divers groupements et les organisations révolutionnaires C. G. T. U. et P. C. qui groupent des ouvriers sans distinction de race ni de couleur et luttent sans jamais transiger avec le capital.

On ne peut plus se cantonner à la phraseologie humanitaire à l'égard de ces travailleurs coloniaux, et ce qu'il leur faut, ce ne sont pas seulement des revendications purement économiques; il faut aussi, et d'abord, débayer toutes ces entraves politiques qui enlèvent à l'indigène la liberté d'association de presse et de parole. Plus de corporatisme étroit; la machine se développe et se passe de la main-d'œuvre « qualifiée ». La main-d'œuvre « avilie » grandit démesurément et plus que jamais la nécessité de l'organiser s'impose.

Les délégués du Congrès l'ont dit bien haut, ils ont été unanimes à serrer les coudes avec les ouvriers français pour lutter contre le patronat, et à leur demander de les soutenir pour forcer le capitalisme à abolir les lois iniques qui paralysent l'organisation du prolétariat colonial.

Le Code de l'Indigénat fut nettement exposé, par un autre camarade algérien, comme

étant l'institution la plus odieuse et la plus réactionnaire. Ce code, qui devait, au dire des gouvernants, disparaître progressivement au cours de l'évolution des masses indigènes, ne fait que s'allonger pour arrêter leur émancipation. La dernière loi sur l'émigration, et les mesures policières déjà mises en application, en sont la preuve éclatante.

La répression contre les coloniaux se fait plus violente. Les esclavagistes de tous poils, l'empoisonneur Outrey par ses interpellations rageuses et imbéciles, le proconsul Steeg par ses décrets féroces, le colonialiste Pierre Mille par sa plume prostituée, tous les domestiques du capitalisme préconisent une politique de plus en plus odieuse contre les indigènes.

Cette politique de violence ne peut engendrer qu'une résistance adéquate. Elle ne peut arrêter l'évolution des peuples opprimés et s'ils se relèvent ou se rallient aux organisations révolutionnaires avec cette frénésie qui épouvante nos esclavagistes, ce n'est pas la « propagande bolcheviste » qui en est la cause fondamentale, il y a des raisons économiques et politiques plus profondes qui hâtent ce réveil.

Ces raisons, les délégués nord-africains les ont exposées. Ils ont décrit les exactions employées par l'impérialisme mondial à l'égard des peuples opprimés, l'horrible situation des musulmans des divers pays écrasés sous la botte des capitalistes français et britanniques, que le Congrès fut unanime à fêter.

La lecture des télégrammes adressés aux musulmans du Maroc, de Tunisie, d'Egypte et des Indes, en lutte pour leur indépendance fut ovationnée; avec quel enthousiasme les délégués saluèrent le télégramme de sympathie envoyé à la Russie soviétique!

Malgré la propagande d'injures et de calomnies, dont le capitalisme mondial souille le Premier Etat prolétarien, qui, seul, appuie le mouvement de libération des peuples opprimés, les coloniaux ont montré qu'ils n'ignorent pas la grande transformation sociale qui s'accomplit dans le monde.

Ils savent ce que la conquête des colonies coûte de vies et de souffrances au prolétariat et comprennent bien que l'exploitation de l'homme par l'homme doit disparaître (elle demande trop de sang pour pouvoir subsister). Les travailleurs du monde s'unissent pour mettre bas cet horrible régime.

Un premier pas a été fait entre les parias de l'Afrique du Nord et les ouvriers de la Métropole. Dans cette journée du 7 décembre, toute la reconnaissance des esclaves nord-africains fut acquise à la section française de l'Internationale Communiste.

Et, au moment où l'Angleterre impérialiste vient établir un pacte de complicité avec la France, au moment où elle envoie son représentant, le sinistre Austin Chamberlain, dire à son acolyte Herriot: « Donnez-nous toute la liberté d'action en Egypte et aux Indes et nous vous laisserons les mains libres au Maroc et en Tunisie », ou pour rappeler l'expression de Jaurès: « Vous pouvez voler au bout de la rue, j'ai volé à l'extrémité », ce Congrès nord-africain prend une portée incalculable dans le monde islamique.

Il marquera aussi le commencement de la grande résistance qu'oppose le prolétariat tout entier et uni à celui de la Métropole, aux visées impérialistes.

Le capitalisme peut s'épouvanter; ses cris, ce sont des spasmes de l'agonie. Le châtimement qu'il mérite ne saura tarder.

EI, DJAZAIRI.

Les Revendications des Nord-Africains

Nous donnons ci-dessous le programme de revendications politiques et économiques présenté au premier Congrès des travailleurs nord-africains, le 7 décembre 1924, et adopté à l'unanimité:

REVENDICATIONS POLITIQUES

En accord avec ses principes, le P.C. mène la lutte par tous les moyens et sans conditions pour l'indépendance des Colonies, mais soutient dès à présent les revendications immédiates des indigènes nord-africains:

1^o La suppression de l'indigénat, avec toutes ses conséquences;
2^o Le suffrage universel pour tous les indigènes au même degré que pour les citoyens français;
3^o Egalité devant l'impôt (suppression de tous les impôts spéciaux, corporels, corvées, amendes collectives, etc.);
4^o Instruction obligatoire et gratuite dans les deux langues pour tous les indigènes et leur accession à l'enseignement à tous les degrés;
5^o Egalité de traitement des fonctionnaires indigènes et français;
6^o Suppression des communes mixtes et des territoires de commandements militaires;

7^o Liberté de presse, de parole et d'association;
8^o Suppression de la loi sur l'émigration;
9^o Suppression de l'inégalité du service militaire;

REVENDICATIONS ECONOMIQUES

Le Parti et la C.G.T.U. doivent envisager les moyens de lutte pour faire aboutir les revendications des ouvriers nord-africains:

1^o A travail égal, salaire égal;
2^o Jours de huit heures;
3^o Suppression du « denier à Dieu » à l'embauchage;
4^o Accession de l'ouvrier indigène à la qualification;
5^o Droit à la titularisation;
6^o Indemnité pour la femme et les enfants cherté de vie, soins médicaux, indemnité de logement, hygiène de l'habitation;
7^o Suppression du contrat de travail imposé pour l'émigration;
8^o Liberté d'émigration pour la France et l'étranger;
9^o Application aux indigènes des lois ouvrières;
10^o Amélioration des conditions économiques des jeunes (apprentissage, éducation, etc.).

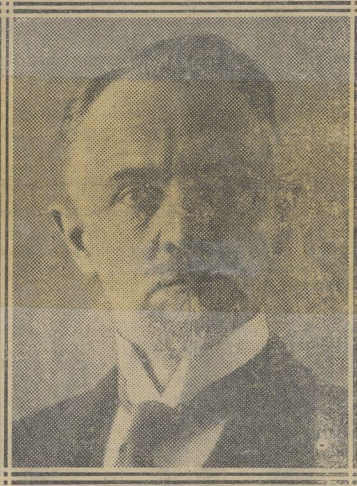
L'AMBASSADEUR DE L'U. R. S. S.
A PARIS

Le prolétariat parisien a fait une réception enthousiaste au représentant de la Russie soviétique: le camarade Krassine.

La manifestation fut spontanée. Point de cet appareil officiel, ni de toute cette mise en scène factice, que prépare chaque gouvernement bourgeois pour recevoir les envoyés des autres Etats bourgeois. Si l'accueil, bien compréhensible, de M. Carré, délégué par M. Herriot pour recevoir l'ambassadeur du grand Etat prolétarien, fut froid et honteux, celui du peuple qui peine, celui de la masse des exploités français, fut chaleureux.

Sous le hall et aux abords de la gare du Nord, malgré l'important service d'ordre, la foule des travailleurs accourus fut imposante. A onze heures précises, le train entra en gare, et quand Krassine apparut sur le quai, souriant son premier salut fut pour les cheminots qui lui faisaient de fraternels gestes de bienvenue. La foule, débordant de joie, devint houleuse, chacun voulait voir; puis, les ovations retentirent; l'Internationale, comme une explosion, monta, puissante, chantée par plusieurs milliers d'assistants. Le cordon de files fut rompu et l'automobile portant l'ambassadeur de l'U.R.S.S. difficilement se fraya un passage dans cette foule de sympathisants.

Le flot humain suivit un moment la voiture, puis s'écula, grandiose, clamant « les Soviets! les Soviets! » devant la police, impuissante, et les touristes bourgeois ahuris, affolés de ces indices de la Révolution qui se prépare.



LEONID KRASSINE
Ambassadeur de l'U. R. S. S. en France

Le camarade L. Krassine est né le 15 juillet 1870 à Koursk, petite ville de la Sibirie occidentale. En 1887, il suit les cours de l'Institut technique de Léningrad. Il entre bientôt dans un cercle de propagandistes-marxistes et commence à travailler parmi les ouvriers de la capitale tsariste. Ce groupe fut une des premières organisations social-démocrates d'où sont sortis ensuite les chefs ouvriers de Léningrad.

En hiver 1891, pour avoir participé à une manifestation, il fut expulsé de Russie. En 1892, arrêté, il resta emprisonné jusqu'en 1893. En 1895, arrêté à nouveau et exilé de Voronech, il fait 2.400 kilomètres par étapes pour atteindre Irkoutsk.

En 1900, il finit ses études à Karkov. A Bakou, où il travaille comme ingénieur électricien, il participe activement au travail clandestin social-démocrate dans tout le Caucase. C'est à Bakou, immédiatement après le 2^e Congrès du Parti, que Krassine devient membre du Comité central.

En mai 1905, il part illégalement à Genève et ensuite il participe aux travaux du 3^e Congrès du Parti à Londres.

Le travail de L. Krassine, après la victoire d'octobre, ne fut pas moins important. Il participe aux négociations de Brest-Litovsk. En août 1918, il est nommé membre du Conseil suprême de la Défense. En novembre de la même année, il devient commissaire du peuple de l'industrie et du commerce. En 1919, il prend la direction du Commissariat des chemins de fer.

Après l'inauguration de la N. E. P., notre camarade Krassine a joué un rôle très important dans les relations de l'U. R. S. S. avec les Etats capitalistes. En mars 1920, il part en Europe occidentale. A Londres, il négocie avec Lloyd George. Au mois de mars 1921, il signe avec Robert Horn le traité commercial avec la Grande-Bretagne. Jusqu'en juillet 1924, il reste représentant plénipotentiaire de l'U. R. S. S. en Grande-Bretagne.

PERMANENCE

« Union Intercoloniale », chaque dimanche matin, de 10 heures à midi, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches.

VIVE LE PREMIER ETAT PROLETARIEN!

La reconnaissance des Soviets par les Impérialismes

I. L'événement français. — A l'heure qu'il est, l'U. R. S. S. est reconnue par les principales puissances du monde, même par la France.

Jusqu'à ces derniers temps encore, l'impérialisme français, le plus entêté et le plus mal-faisant de tous, régnait; en même temps, il soudoyait les traitres à la Révolution russe. M. Herriot, avec sa démocratie, poussait des cris d'alarme, quand il vit la Russie organiser des congrès pour les peuples coloniaux et créer pour eux une Université à Moscou.

Mais voici que la III^e République elle-même s'incline devant les Soviets! Ainsi la victoire diplomatique de la Russie se poursuit.

A la joie qu'apporte au prolétariat français ce triomphe de la diplomatie russe, les originaires des colonies françaises s'associent volontiers, d'autant plus que l'événement fêté aura des répercussions particulièrement favorables à leur cause.

II. Les raisons de la capitulation générale. — Pourquoi les impérialismes mondiaux ont-ils abandonné, les uns après les autres, devant les Soviets?

1^o Les Soviets ont déployé un tel esprit d'organisation et une énergie telle qu'il a bien fallu compter avec eux. Ils ont enrayé la contre-révolution et la famine, ils ont tenu tête à une coalition formidable et rapidement ils ont créé un Etat prolétarien, solide, prospère, unique dans son genre, que l'Histoire n'a jamais connu et que l'Avenir copiera.

2^o Les nations capitalistes, entre elles, se disputent le marché russe.

3^o Le prolétariat international défend la Russie et force les gouvernements à la reconnaître.

4^o Les peuples coloniaux, à l'appel de Moscou, se révoltent.

Sur ce dernier point, il convient de s'expliquer.

III. Les raisons coloniales. — L'agitation des peuples coloniaux, sans doute, en impose moins aux pouvoirs publics que celle des travailleurs de la Métropole; et tout de même, ces rumeurs de haine et de révolte, sourdes encore il est vrai, mais sans cesse grandissantes, qui s'élèvent du vaste monde colonial, depuis l'Extrême-Orient jusqu'à la Guadeloupe, depuis la Tunisie jusqu'au Soudan, sont de nature à faire réfléchir les nations colonisatrices.

Partout, les masses indigènes, alors qu'elles exultent leur dégoût de l'esclavage, d'un élan unanime, manifestent leur reconnaissance envers la Russie qui, seule de toutes les nations occidentales, tend une main fraternelle aux parias.

L'U. R. S. S. est reconnue par eux, de cœur, avant d'être reconnue de jure, par les gouvernements métropolitains, et il n'est pas impossible que ces gouvernements, en rendant hommage au bolchevisme, ont dû, dans un certain sens et dans une certaine mesure, obéir à leurs esclaves coloniaux.

IV. L'engrenage économique. — Toutes les raisons que nous venons d'énumérer et qui, vraisemblablement, expliquent le recul de la diplomatie impérialiste, s'unissent pour jeter les gouvernements dans une espèce d'engrenage, dont le moteur serait le pain ou le dollar.

Le pain devient cher. Si cela continue, le peuple se fâchera; et si le peuple se fâche, il ne criera plus cette fois: « Du pain et la constitution de l'an II! », mais « Du pain et les Soviets! » Alors?... Faut-il renforcer l'exploitation coloniale? Sans doute oui; mais d'abord, depuis l'avènement du bolchevisme, il n'est plus facile de piller les indigènes; ensuite, la « mise en valeur des colonies » ne se fait pas en un jour, et il s'agit de besoins urgents. Les bolcheviks, eux, possèdent un immense grenier dans leur pays; du reste, ce sont des gens très forts, qui disposent d'un grand pouvoir sur la masse. Les rouler? Il n'y faut plus songer; il faut s'entendre avec eux.

Les banquiers, à leur tour, lorgnent le marché russe. Ils se le disputent déjà et, naturellement, ils entraînent dans leur concurrence les nations impérialistes. Celles-ci s'acharnent donc à s'entre-tuer sur le marché de Moscou, si bien qu'elles font le jeu de la Russie: leur ennemie commune.

Ainsi, poussé par une double fatalité, qui s'incarne, d'une part, dans les magnats de la finance, et, de l'autre, dans les ouvriers et les paysans de tous les pays, l'impérialisme mondial signe la reconnaissance des Soviets, autrement dit, il signe son propre arrêt de mort.

V. Un symptôme de décadence. — Et maintenant, sur le tapis vert ou sur le tapis rouge, la bourgeoisie fait la cour au bolchevisme. Elle flirte avec son ennemi mortel. L'homme au couteau entre les dents, qui l'oblige à rendre gorge, qui trouble les curées nationales et les orgies coloniales, ce spectre: elle l'embrasse! D'ici peu, qui sait? nous aurons peut-être une « nuit du 4 août » bourgeoise, à moins que la comédie du capitalisme et du colonialisme qu'il engendre, ne finisse par la révolution, ce qui est infiniment plus probable.

Ng The TRUEN.

Contre l'exploitation du Maroc

Les nouvelles du Maroc sont de plus en plus désastreuses pour l'Espagne et les événements se précipitent dans le Rif avec tant de rapidité que les journaux jettent un grand cri d'alarme.

Les Rifains ne menaceraient pas seulement l'armée espagnole en pleine déroute, mais iraient jusqu'à rendre critique la situation de Tanger qui est, comme on le sait, sous la juridiction des grandes puissances.

D'autre part, les conversations diplomatiques, récentes entre Chamberlain, Herriot, Mussolini restent enveloppées d'un lourd mystère. Les impérialismes se retrouvent en 1924 face à face comme en 1907, au moment où ils se partageaient cyniquement les peuples de l'Afrique méditerranéenne.

A ce moment, les Espagnols avaient pris en charge le Maroc du Nord, les Français le Maroc central et méridional, les Anglais l'Egypte, les Italiens la Cyrénaïque. Si l'Espagne est contrainte, par la défaite militaire, d'abandonner sa part, les anciennes conventions internationales de 1900 à 1912 sont par terre et les diplomates des pays dits alliés s'affrontent à nouveau dans l'ombre et le secret, comme il y a vingt ans, pour procéder à de nouveaux partages de peuples et à de nouveaux asservissements.

Que s'est-il passé au cours des entrevues de la semaine dernière à Paris et à Rome? Est-ce que, comme on l'affirme, le ministère du Bloc des gauches aurait rassuré l'impérialisme de M. Chamberlain en lui laissant les mains libres en Egypte pendant que, de son côté, le général Lyautoy pourrait, avec le consentement des Britanniques, entreprendre une opération de grand style contre le Rif?

Toute cette diplomatie secrète n'a que trop duré, et, au moment où les gouvernements s'appretent à prendre de graves résolutions, il sera intolérable que la France soit plus longtemps tenue dans l'ignorance.

Le général Lyautoy se flatte d'avoir obtenu du Quai d'Orsay des crédits et des troupes de beaucoup supérieures à celles de l'an passé. Est-ce exact? Et alors, pourquoi ces renforts? Dans quel but?

Si Abd el Krim chasse définitivement les Espagnols de son pays, s'il veut établir une république rifaine, que fera le gouvernement français? Va-t-il entreprendre une expédition antirifaine sous prétexte de mettre à l'abri la partie du Maroc déjà conquise par les troupes françaises?

Au cours de la longue campagne qu'il mène résolument pendant dix ans contre la guerre engagée par Delcassé au Maroc, Jaurès avait couragement signalé les multiples dangers qui ne pouvaient manquer d'en sortir.

Les radicaux d' alors le traitaient à ce propos d'agent de l'Allemagne. Il n'en persistait pas moins à déclarer que le Maroc était un gouffre

redoutable. En fait, pendant dix années, l'affaire marocaine troubla la paix de l'Europe et fut un des prétextes de la guerre de 1914.

Aujourd'hui, la question reprend toute son acuité et toute sa force. Le monde arabe manifeste vigoureusement sa ferme volonté d'indépendance, et nous ne sommes qu'au début des luttes les plus certaines entre les impérialismes occidentaux et les peuples qu'ils veulent coloniser, « protéger », écraser sous leur joug.

Est-ce que le Bloc des gauches, radicaux et socialistes mêlés, va s'engager dans ce conflit? Il est temps de le dire. Les faits sont là, pressants, qui exigent des résolutions immédiates. Les communistes multiplieront leurs efforts pour que soit sauvegardée l'indépendance des peuples qu'ils soient, contre la rapacité des appétits de l'impérialisme déchaîné. Ils crient: « Bas les mains devant les Rifains qui veulent se libérer! Pas un homme, pas un sou pour aider les banquiers et les négriers qui veulent asservir par la violence les Arabes déçus aux plus grands sacrifices pour échapper à l'esclavage! »

Marcel CACHIN.

SALUT A L'U. R. S. S.

Nous donnons ci-dessous le texte du télégramme adressé par le Congrès des travailleurs nord-africains à la Russie des Soviets:

Les délégués des ouvriers nord-africains des usines de la région parisienne adressent leur salut fraternel aux ouvriers russes, qui se sont libérés du joug tsariste et de l'exploitation de leur bourgeoisie. Ils saluent l'U. R. S. S. qui, par la tactique révolutionnaire et le dévouement du parti bolchevick, à la tête duquel fut le grand Vladimir Ilitch Lénine, ont apporté la liberté à tous les musulmans de Géorgie, d'Azerbeïdjan et du Caucase, jadis soumis à l'exploitation et à l'oppression féodales.

Ils sont résolus à s'unir au prolétariat organisé métropolitain et à suivre son exemple en s'organisant politiquement et économiquement pour abattre le régime de meurtre, de spoliation et d'exploitation du capitalisme.

Ils saluent avec joie la reconnaissance de l'U. R. S. S. par toutes les grandes puissances impérialistes et notamment par le gouvernement français sous la pression de sa classe ouvrière.

NÉGRISIERS !

La grande presse prostituée a mené une campagne d'injure contre les ouvriers algériens qui travaillent en France.

C'était un prologue pour justifier les terribles mesures qu'on allait appliquer contre eux. Ces « sidis », au contact de leurs frères européens, et plus exploités, que ces derniers, commencent à revendiquer leurs droits, se révoltent à la lutte de classe et se groupent dans les organisations révolutionnaires.

Alors, l'objet gouvernement du radical Herriot, « pour protéger les indigènes de l'immoralité » (sic), applique des mesures d'exception afin de leur faire à la merci des gros industriels les ouvriers nord-africains. Car il est fait de cette main-d'œuvre africaine pour renflouer l'économie nationale que la guerre impérialiste a fait sombrer.

Dans tous les coins de l'Europe et des colonies, les raccolleurs du capitalisme français recrutent des travailleurs pour un morceau de pain et, par une propagande criminelle, dressent contre eux le prolétariat français pour mieux profiter des forces ouvrières inorganisées.

Les soi-disant « indésirables » italiens, tchécoslovaques, espagnols, etc., sont souvent embauchés par le Ministère du Travail ; certains, comme celui de la maison Japy, dénoncé par l'Humanité, offraient des salaires si dérisoires que le Gouvernement italien, lui-même, a dû parfois s'opposer à l'émigration de ses nationaux pour ne pas supporter les frais de leur rapatriement.

Aujourd'hui, les Algériens, qui ne sont ni des citoyens d'une nation indépendante, ni des citoyens français, sont implacablement écrasés. La loi sur l'émigration (avec ses certificats de médecin, contrat de travail, etc...) les empêche de se rendre en France sur leur propre initiative ; tandis que des négriers franco-indigènes, avec la complicité du Ministère du Travail, peuvent vendre à Citroën, à Say, à Schneider et consorts, le matériel humain sans rencontrer aucun obstacle administratif et en s'autorisant d'une prétendue visite médicale.

Pris à la gorge, les travailleurs algériens signent des contrats de travail pour des salaires de famine. C'est l'esclavage libre dans sa forme la plus aiguë.

Des bourgeois indigènes seroient de courtiers ! Un ouvrier, déposé par le traditionnel D'Ben-tam et de ses maigres : Lakhdar Zarruk, Mahieddine, Chekhen, Si Salah Hamida, Smail Said, Amezouhar demandent au Ministère de l'Intérieur, afin de « protéger » les Algériens, de vouloir bien étudier la création d'offices ou de foyers comme ceux créés pendant la guerre (et ils étaient fameux, ceux-là) et de placer ces organismes sous l'autorité du Ministère du Travail ! Quel cynisme ! Au lieu d'organiser leurs frères pour la lutte, protester, comme le firent énergiquement les notables de Tizi-Ouzou, ils instaurent des comptoirs d'esclaves, sous le contrôle du Ministère du Travail ! : ce gérant officiel de l'Etat capitaliste (en matière d'esclavage), ce tartin de la grosse industrie !

Hypocritement, cette escouade d'élus indigènes jettent des cris d'indignation, tout en exhortant leurs frères à la oulerie, et ils osent se présenter en musulmans ! Jéssites ! Jean Melia, aussi, est un parfait musulman ; tout, dans les articles, qu'il étale dans ce torchon de l'« Eclair », le démontre. Nous savons que, depuis que les peuples islamiques secouent le joug des impérialismes européens, tous les négriers des capitalistes, anglais et français flirtent avec l'Islam. Mais, qu'ils se ravissent ! De par le monde, les masses musulmanes se révoltent, aucune propagande idéologique ne pourra les toucher, si elle n'exprime pas leurs revendications et ne leur apporte pas un soulagement réel et matériel. Et s'ils affluent au communisme, c'est que celui-ci a pris véritablement la défense de tous les opprimés.

Déjà, en France, le Parti Communiste organise les travailleurs nord-africains, non seulement politiquement, mais économiquement. Il les soutient dans leur lutte contre le capital. Partout, les indigènes adhèrent aux syndicats antistes et montrent par là leur conscience de classe.

Ces indigènes se sont rangés au côté de leurs camarades français dans les grèves du Gaz, de Citroën, des laveurs de taxis, des mines de Saint-Etienne, du Nord, etc...

Les résultats sont si élogieux que le P. C., en accord avec la C. G. T. U., a organisé pour eux le Congrès du 7 décembre dernier. Les délégués ouvriers nord-africains de la région parisienne ont apporté leurs suggestions sur les directives de lutte contre les lois iniques et contre l'exploitation dont ils souffrent.

Unie, aux prolétaires français, ils ont établi leur programme de revendications économiques et politiques et ont jeté les premières bases de l'action concrète à mener pour l'obtention des droits qu'on leur refuse.

Et ils ont su se passer de leur « élite », cette clique d'aristocrates, de politiciens indigènes tarés qui ne sont que de plats valets de l'impérialisme français et des négriers de leurs frères de race.

EL DJAZAIRI.

A MADAGASCAR

Les bandits sont arrivés !

Dans le district de Soavinandriana, province de Miandrinarivo, à 130 kilomètres ouest de Tananarive, quelques Européens sont arrivés. Ce sont de nouveaux concessionnaires. Bateni, le chef de ce district, requin notoire, a donné des ordres pour arracher les arbres et les cafiers plantés par les indigènes depuis des années. Déjà, de nombreux Malgaches ont vu leurs terres expropriées et chacun doit quitter son foyer et son village. Les envahisseurs sont arrivés ! Ce n'est pas du vol à main armée, c'est ce qu'on appelle « la mise en valeur des colonies ».

Et ceci se passe sous le gouvernement du grand démocrate Herriot, avec, comme ministre des Colonies, Daladier, celui-là même qui osa dire à un journaliste du « Quotidien » : « La politique coloniale du parti républicain sera généreuse. » Elle est folle, cette générosité !

Hommage à la Russie Soviétique par les Peuples Coloniaux

1. — La voix des opprimés

Dans l'Inde. — A l'arrivée du prince de Galles, les Hindous font grève. Partout où le cortège princier défile, les boutiques ferment. Aux fenêtres, pas une tête ne se montre, point de hurrah ni de fleurs. Un silence morne ! Et puis tout à coup, la dynamite retentit, un immense bûcher s'allume, où l'on a entassé des vêtements en toile ou en drap de Manchester. Mais quand l'Inde entière apprend la victoire de la Révolution russe et plus tard, la mort de Lénine, quel spectacle ! des caravanes d'hommes et de femmes, pieds nus parcourent des milliers de kilomètres pour aller à Moscou, comme en pèlerinage.

En Chine et en Indochine. — On sait comment M. Merlin a été reçu par un de ses protégés annamites, à Canton. Mais d'autres Merlin ne sont pas mieux accueillis, témoins leurs propres doléances et leur rage :

« Et quand nous promenons les yeux sur ce peuple qui nous environne, coulant par les rues comme un torrent débordé, nous ne sommes que des gestes de colère ou de menace, des insultes qu'on nous crève sous le nez avec un mauvais rire, des regards de haine et de mépris. Ah ! que nous faisons bien d'avoir là-bas, sur la mer, de gros bateaux avec des canons et de petits soldats dont les baïonnettes luisantes ont déjà fait des trous dans cette tourbe ».

(Cité par le Courrier d'Haiphong) Au lendemain de l'attentat de Canton, une grève générale éclate à Shanghai, englobant les compagnons, les boys, les amahs, les employés ecclésiastiques, les coolies y compris les dockers, etc... Le bruit court que la fourniture de l'électricité cessera le soir, un sous-marin est attendu et pourra fournir le courant ».

(La Gazette de Canton) Diable ! Mais comment se fait-il que lorsqu'un navire battant pavillon rouge, vient mouiller dans un port de l'Extrême-Orient, immédiatement la scène change ? Des milliers de jaunes accourent au-devant de l'équipage bolcheviste, les maga-

sins, les édifices publics et les gens prennent un air de fête, des arcs de triomphe surgissent et des feux d'artifice pétillent.

Dans l'Afrique du Nord. — Après la fusillade de Bizerte, œuvre du sinistre L. Saint, le gouvernement français dépêche Jouhaux pour aller capter le mouvement syndical des indigènes, mais Jouhaux a été sifflé. Ce renégat nous en rappelle un autre, Millerand, qui a fait une tournée présidentielle là-bas. On dit que plusieurs grochards algériens ont enlevé leur culotte, au passage de l'ex-président de la République, et qu'ils lui ont montré la lune. Vaillant-Couturier est allé là-bas, lui aussi ; mais il a été fêté par les indigènes, au cri de « Vive la Russie ».

Dans les autres colonies. — Au Cameroun et au Togo, la colonisation française a subi une humiliation inoubliable : La S. D. N. elle-même s'est émue du mécontentement des indigènes, et elle a ordonné une enquête. La commission d'enquête, il est vrai, pour atténuer les crimes du « mandat français » au Togo et au Cameroun, a rejeté une partie de l'effervescence sur le compte de la propagande bolcheviste. Mais ce manège, au moins, prouve que le bolchevisme pénètre jusqu'au fond fin de l'Afrique équatoriale.

A Madagascar, 200 indigènes ont été emprisonnés dans l'affaire G. V. G., et ce fut au communiste Berthou qu'ils se sont adressés pour les défendre.

Les Dahoméens se sont révoltés, et pour protester contre la répression qui s'en suivit, ils ont télégraphié à Berthou également.

Aux Antilles, le sieur Jocelyn Robert, à son départ fut accompagné par des coups de fusil. Par contre le Parti Communiste reçoit des félicitations et des adhésions. Un camarade antillais, délégué par l'Union Intercoloniale, est allé en Russie où il fut reçu sur le trône des Tsars.

Ainsi, partout, dans toutes les colonies, les indigènes crachent leur haine sur la clique, et au contraire, à l'égard des Soviétiques, ils ne se sentent pas de joie.

Ces manifestations, qu'on veuille bien le remarquer, ne jaillissent pas du cerveau de quelques « agitateurs » mais du sein de la masse, et elles sont loin d'être superficielles, puisqu'elles provoquent des répressions sanglantes contre les indigènes et des conflits entre les nations colonisatrices et la Russie.

II. — Conséquences inéluctables

La voix des peuples est la voix de l'histoire. Nul ne peut, impunément, faire la sourde oreille, quand les peuples parlent.

Dans toutes les colonies, les peuples ont prononcé la faillite de la colonisation. Faillite irrémédiable que ni la naturalisation au compte-gouttes, ni la parodie du suffrage universel, ni l'assimilation elle-même, n'éviteront. Le colonialisme français, en déconfiture comme le colonialisme anglais d'ailleurs n'a plus qu'une chose à faire : liquider. Il doit restituer aux indigènes, leur indépendance, et tout de suite, s'il ne veut pas que les indigènes se redressent un de ces quatre matins, en justiciers terribles, implacables et les armes à la main.

Les peuples coloniaux ont manifesté, par contre, une sympathie unanime, envers les soviets ; donc, rien ne les empêchera d'embrasser le Bolchevisme ; et « il sera aussi impossible, comme l'a déclaré Tchitchérine, d'interdire au feuillage de se tourner vers le soleil que d'empêcher les populations de l'Orient, qui comptent des millions d'habitants, sans cesse tourmentés par l'impérialisme mondial et exploités et humiliés par le capital, de se tourner vers l'alliance et l'amitié du pays des soviets, du seul pays qui, actuellement, soit capable de donner son aide à ces opprimés, sans la moindre velléité de trahison, aide fraternelle, désintéressée, d'égal à égal ».

Rien, non plus, n'empêchera la Russie soviétique de travailler pour nous, là où la France impérialiste s'est montrée nulle ou inhumaine.

NGUYEN-O-PHAP.

Un Procès nègre

Dans les journées du 24 et 25 novembre, M. Diagne, le commis recruteur, l'agent de liaison entre le vendeur d'esclaves (les chefs indigènes de l'A. O. F.) et l'acheteur (la France impérialiste) : marché de chair à canon pour la guerre de la civilisation, M. Diagne, pour mieux étaler son patriotisme et, pour plaire à Clemenceau Herriot et Cie, accuse M. René Maran de l'avoir diffamé dans un entrefilet publié par les « Contingents ».

Dans notre déposition, nous avons cru de notre devoir de dresser les recrutés de la tuerie (et nous en sommes), en face du recruteur. Nous étions, malheureusement, les seuls à apporter un témoignage écrasant pour M. Diagne. Nous avons assisté à un duel oratoire, où les deux parties ont présenté des témoins de « marques » : avocats fameux, soldatesque supérieure, homme d'Etat éminent du gouvernement impérialiste.

Au lieu de s'attarder à prouver à combien de centimes près le grand négrier touche par tête de Sénégalais qu'il recrute, il aurait fallu faire passer devant lui toute une procession d'aveugle, de mutilés. Ceux dont la face est horriblement défigurée, ceux qui souffrent d'atroces douleurs internes ; et les orphelins, et les veuves, et ceux qu'il fit déporter comme le martyr dahoméen Hunkarin.

Toutes ces victimes lui auraient craché à la face toute l'infamie de la mission qu'il avait accomplie.

Le verdict fut ce qu'il devait être. Le complice des assassins capitalistes fut absous car à travers l'immonde marchand de chair noire, c'est l'impérialisme français qu'il aurait fallu traîner aux assises.

Servez la France !...

Un de nos camarades sénégalais, blessé de guerre, est allé manifester à la salle Japy, à côté de « ses frères d'armes français » pour réclamer l'augmentation de pension tant promise mais jamais réalisée.

A la sortie, les sbires du radical Herriot le provoquent : « Sale nègre ! Va te faire blanchir ! », sautèrent sur lui en le frappant traitreusement aux tempes.

Notre camarade a dû s'aler ! un certificat médical atteste l'aggravation que les coups des brutes policiers ont provoquée dans les lésions pulmonaires dont souffre notre camarade « gazé ».

Remarquons qu'il est mécaillé ! Voilà comment la France récompense ses « enfants » ! O dégoût ! Que tous nos frères sénégalais réfléchissent, ainsi que tous les indigènes forcés d'endosser l'uniforme français.

TU NE VOLERAS POINT !... A MOINS QUE CE NE SOIT POUR UN USAGE PIEUX

Dans la Ruhr, si les soldats indigènes en ont marre de mener une vie de chien pour défendre les coffres-forts du Comité des Forges, leurs chefs, soudards galonnés, ne demandent qu'à rester pour continuer leur vie de débauche dans un pays où la misère de la classe ouvrière allemande s'étale dans toute son horreur.

Les récents scandales des pays rhénans ont divulgué les procédés malhonnêtes de la soldatesque supérieure.

A Spire, l'E. M. du 2^e bataillon du 12^e génie a à sa disposition un très beau break. Cette voiture, attelée à 2 ou à 4 chevaux, est utilisée, sert aux dames bien pensantes pour leurs visites, leurs consultations ou confessions chez M. l'aumônier.

Naturellement, c'est un soldat qui conduit et auquel, souvent, est adjoint un deuxième militaire qui ouvre la portière et aide les dames à descendre.

Ce véhicule fut acheté, voici trois mois, en Touraine, à une vente dans un château. Il a été payé 2.500 francs.

Cette somme aurait été prélevée sur les bénéfices réalisés sur la vente du café maure aux indigènes du bataillon par la cantine militaire de cette unité.

Et avec de telles malhonnêtetés, il nous faut crier : « Vive l'armée capitaliste ! »

La Débâcle de l'Impérialisme Espagnol

Situation critique dans le Rif

D'un communiqué de l'ambassade d'Espagne à Londres :

L'Espagne est aujourd'hui en danger de perdre sa dernière prise sur le Maroc. La Grande-Bretagne est touchée également, en raison de la proximité de Gibraltar et des intérêts britanniques à Tanger. La France s'alarme aussi, en raison de ses intérêts à Tanger et à cause du voisinage de l'Algérie. Elle a envoyé une note au gouvernement de Madrid, avertissant celui-ci que l'évacuation de la zone espagnole est contraire aux traités.

Nous croyons savoir que la situation a été discutée à Paris par le président du Conseil français et M. Austin Chamberlain et qu'un accord provisoire a été conclu en ce qui concerne l'avenir immédiat.

20.000 morts

La retraite s'effectue dans les conditions les plus tragiques. On signale plus de 20.000 morts, blessés ou disparus, et 7.000 prisonniers, pour l'armée espagnole.

La retraite

Sur une étendue de 200 kilomètres, entre Melilla et Tanger, les Espagnols ont perdu toutes leurs positions ; 120.000 hommes sont en déroute vers Tétouan et Melilla.

La rébellion des Andjara a rendu plus difficile encore la situation de Primo de Rivera.

La côte est sous le bombardement des Arabes, qui se sont avancés jusqu'à trois ou quatre lieues de Tanger.

La prochaine Evacuation de Tétouan

La situation rifaine ne laisse pas d'être de plus en plus inquiétante dans le Rif pour l'impérialisme espagnol. Le général Primo de Rivera fulmine et adresse une proclamation violente. Mais les ordres du jour enflammés du Dictateur n'ont point l'heur d'atténuer la défaite espagnole. Il est à peu près certain désormais que l'évacuation de Tétouan n'est plus qu'une affaire de jours. C'est pour préparer cette opération que Primo a fait appeler auprès de lui un membre du directoire Jordana.

Impuissant devant les Kabyles triomphants, Primo de Rivera n'a plus qu'un espoir : négocier avec les Rifains.

En attendant, il songe à retirer ses troupes de l'intérieur rifain pour défendre Larache sur le littoral de l'Atlantique, Ceuta, non loin du détroit, et Melilla sur la Méditerranée.

L'impérialisme est aux aguets. Deux jours après les déclarations de Chamberlain aux Communes, le correspondant du Sunday Express, à Gibraltar, annonce que plusieurs torpilleurs anglais sont sous pression en vue des éventualités qui peuvent se produire au Maroc.

Quant à l'impérialisme français, il est désormais certain qu'il songe à la guerre du Rif. « La France se tiendra sur la défensive », disaient hier les journaux officiels. Nous avons dénoncé la manœuvre classique : nous savons combien il est aisé de provoquer l'agression, c'est là un procédé courant dont nos colonisateurs ont fait à maintes reprises l'expérience.

Aujourd'hui, on parle ouvertement d'une « défensive offensive ». La formule est du Figaro, qui écrit :

« On peut envisager si elle devient nécessaire une campagne défensive offensive contre Abd El Krim. Le terrain qu'il vient de reprendre aux Espagnols se compose de deux régions, ennemies naturelles, le Rif à l'Est, le Djebel à l'Ouest. Il n'est peut-être pas impossible de les dissocier. Il est peut-être possible d'intercaler entre elles quelque coin de tristes amies. On comprendra que ce n'est pas l'affaire des journaux de discuter ces détails importants de la politique concrète. »

Ainsi, la bourgeoisie française confie à Lyautey le massacre des peuples opprimés.

Contre l'Impérialisme ! Pour l'indépendance des Colonies !

Voici le texte des télégrammes adoptés à l'unanimité par le Congrès des ouvriers nord-africains qui s'est tenu à Paris dimanche :

Au peuple marocain et à Abd-el-Krim. Les délégués des ouvriers nord-africains des usines de la région parisienne, réunis dans leur premier congrès, à cette date historique du 7 décembre 1924, félicitent leurs frères marocains et le vaillant chef Abd el Krim, pour leur succès sur l'impérialisme espagnol, et se déclarent solidaires de toute leur action pour la libération de leur sol et crient avec eux : Vive l'indépendance des peuples colonisés !

A bas l'impérialisme mondial !

A bas l'impérialisme français !

Aux peuples égyptien et tunisien

Les délégués des ouvriers nord-africains des usines de la région parisienne sont de cœur avec leurs frères musulmans de l'Egypte, violents et menacés de famine par le colonialisme barbare du gouvernement britannique. Ils se solidariseront avec eux dans leur lutte pour l'indépendance totale de l'Egypte.

Ils adressent également au peuple tunisien toute leur sympathie pour son attitude courageuse en face du gouvernement du Bloc des gauches, et flétrissent le crime perpétré par la clique colonialiste contre les ouvriers de Bizerte, en lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Ils saluent la création de la C.G.T. tunisienne comme une arme dirigée contre le capitalisme français.

A bas l'impérialisme du Bloc des gauches !

Il nous faut 2.000 Abonnés

Notre action a porté. Les masses coloniales, déprimées par le colonialisme, se réveillent de leur léthargie.

Beaucoup se guérissent de leurs illusions. Les meetings que nous organisons sont de plus en plus fréquents, et les résultats sont pour nous si satisfaisants que nous le constatons encore par l'épouvante qu'éprouve le nouveau gouvernement impérialiste.

Ses bourriques surveillent notre siège, notre correspondance continue à être ouverte par l'obscure administration du radical Herriot. Ce n'est pas l'oppression qui nous arrêtera dans notre tâche. Nos malheureux frères coloniaux souffrent trop pour que nous nous détournions du but que nous visons.

Des embarras pécuniaires ont retardé la parution de notre journal. Aussi, nous demandons à nos amis et sympathisants d'y remédier en nous soutenant par leur aide matérielle (souscription et abonnements) et morale. Nous les prions d'envoyer la documentation par un tiers habitant Paris, et qui nous la remettra personnellement. Notre siège est ouvert tous les dimanches, de 10 heures à midi.

Des Munitions pour le « varia »

Listes précédentes	4.791 90
Un groupe de Malgaches	120 »
Pour l'indépendance de la Tunisie	50 »
Mohamed ben Larbi	5 »
Deux Annamites	20 »
Des jeunes bolcheviks algériens	12 50
L. S.	10 »
Vive la C.G.T. Tunisienne	20 »
Un groupe de travailleurs marocains de Gennevilliers	75 »
Vive le Maroc libre	15 »
Figaro Stanislas	5 »
Placoste Georges	5 »
Un Antillais	50 »
M. S.	30 »
Ben Abdelkader	3 »
Total	5.212 40

A la Guadeloupe

(Suite)

Les responsabilités

Au cours des interviews qu'ils ont accordés au Quotidien, MM. Labrousse et Graeve font supporter la responsabilité de ce qui se passe à la Guadeloupe à M. Candace et au gouverneur Jocelyn Robert. Il ne viendra à l'idée de personne que l'un et l'autre ne nous soient à un même degré méprisables. Mais sont-ils les seuls responsables ? Quels que soient les pouvoirs d'un gouverneur colonial, celui-ci relève, cependant, directement du chef du Département des colonies, ou du Conseil des ministres, suivant la hiérarchie qu'il occupe dans la carrière. Or, qui ne voit que la responsabilité de MM. Sarraut et Fabry, ministres des Colonies, à la veille et en jour même des élections, est nettement engagée : par le maintien de M. Jocelyn Robert à la Guadeloupe pendant cette période, et par l'ensemble des instructions qu'ils lui ont données ou qu'ils ne lui ont pas fait connaître. Qui ne voit, de même, qu'il y a lieu de la faire supporter également au Président du Conseil d'alors, M. Poincaré, mis au courant de ce qui allait se produire et qui n'a pris aucune mesure pour l'arrêter. Voilà pour les responsabilités concomitantes aux élections.

En ce qui concerne celles encourues depuis la proclamation de mai dernier, le Bloc des Gauches ne paraît pas plus indemne de reproches. Tels que nous connaissons le caractère de nos compatriotes de la Guadeloupe, il ne serait rien produit, si un semblant de sanction conforme à la légalité et à la morale bourgeoise était intervenu depuis le onze Mai. C'était à M. Daladier, ministre du Bloc des Gauches, qui ne pouvait pas ignorer ce qui s'était passé, qu'il appartenait de faire rendre des comptes.

Il est continué à dormir sur ses deux oreilles, sans l'éclatement de la bombe qui l'a réveillé. Et par quoi ce réveil s'est-il justifié traduit ? Par l'envoi immédiat d'un croiseur dans la colonie ; par la velléité, le lendemain même, de l'envoi de M. Lavit à la Guadeloupe pour procéder à une enquête. M. Daladier y aurait-il renoncé parce qu'il partage, à l'égard de ces procédés d'enquête, manque de confiance absolu auquel nous ont habitués tous les précédents rapports, dressés antérieurement dans des circonstances analogues ? Ou bien le réveil, en ce moyen a-t-il été inspiré par la part de l'Humanité, M. Lavit devant prendre place pour l'accomplissement de sa mission sur un croiseur spécialement affecté. Ce fut le seul journal qui, dès le début des événements, nous examinons, ait pris une attitude de netteté incomparable et qui l'ait toujours conservée ?

Le réveil de M. Daladier s'est enfin manifesté, en dernière limite, par l'invitation adressée à M. Jocelyn Robert de rentrer en France. Il n'apparaît pas que cette mesure doive être interprétée comme une sanction, puis-que l'entretien, avec tous les gouverneurs des anciennes colonies, en vue de la mise sur pied d'un programme d'ensemble. Il serait désastreux, n'est-ce pas, que de semblables rapports constituassent une cause d'affaiblissement de l'autorité des gouverneurs ?

Enfin, s'agissant de préfets nommés, M. Daladier, les plus d'empressement et plus d'indignation à les frapper. Tant il est vrai qu'en vertu de la métropole devient vérité dans les colonies. L'avenir nous révélera que M. Jocelyn Robert, en continuant, sous un autre chef que celui de la Guadeloupe, son œuvre de brigandage, avec un avancement mérité, et c'est M. Daladier qui l'aura voulu. Quant au programme d'ensemble qu'il s'agit de mettre sur pied, nous sommes bien tranquilles sur sa réalisation et plus encore sur son efficacité.

Les conséquences

Si la mise en liberté de Boineuf, qui s'impose cependant, se fait attendre, il faut reconnaître que les conséquences de ce qui se passe à la Guadeloupe, pour n'être pas nouvelles, sont immédiatement apparues.

M. Pierre Mille, une vieille connaissance, écrit dans l'Œuvre : « Ces derniers événements ne sont pas un encouragement à étendre les droits politiques à des gens qui s'en montrent si peu dignes ». M. Francis Mury, de son côté, reprend le chant de sa même antienne, en réajustant sa formule : suppression de la politique aux Antilles ou cession de celles-ci aux Etats-Unis, en compensation de la dette française. Ainsi, donc, une fois encore, nos compatriotes de la Guadeloupe ont tort, après avoir été battus, de proclamer qu'ils ne sont pas contents.

Cette conséquence n'est, heureusement, pas la seule que soient susceptibles de produire les faits dont la Guadeloupe a été le théâtre. D'autres en découlent. D'abord, ils détruiront les naïves espérances des populations noires et jaunes : de tous ceux qui, Arabes, Indes, Asiatiques, Africains, Malgaches, n'ayant pas d'avenir, aspirent à le devenir. Souhaitons que la leçon, soulignant la faillite de l'actualité juridique dans l'ancien régime de colonialisme capitaliste que nous subissons, leur profite.

Enfin, même au regard de nos frères antillais, l'expérience rétrospective ne tardera pas à porter ses fruits. Le bien-être des missions d'inspiration sera inévitablement ruiné, l'esprit. Le rattachement des vieilles colonies à un autre département ministériel, la substitution aux gouverneurs coloniaux de véritables préfets ayant les mêmes attributions que ceux de la métropole, l'efficacité de toutes ces méthodes leur paraîtront anodine, car elles constituent la paille des mots, non pas le grain des choses. La transformation doit être plus profonde. C'est un état d'esprit dérivé de l'esclavisme qui feraient anéantir ; et cette destruction n'est pas possible sous la domination capitaliste, continuatrice de l'esclavage. C'est la dissolution de cette domination capitaliste qu'il faut poursuivre. Leur raison déterminera chaque jour davantage nos frères malheureux à poursuivre ce but ; mais, des à présent, ils commencent à le comprendre d'instinct. Ils y parviendront en se groupant, en s'organisant pour travailler de toutes leurs forces, avec l'aide de ceux qui souffrent partout de par le monde, avec l'aide de la solidarité prolétarienne. Car il est vrai de leur dire, ainsi que le déclarait le Manifeste aux Travailleurs du Monde « lancé le 29 juillet dernier à l'occasion du dixième anniversaire de la guerre de 1914 : « Travailleurs des colonies ! Esclaves ! de l'impérialisme ! Réveillez-vous pour la lutte et l'indépendance. L'Internationale Communiste est avec vous ! »

Max-Dainville BLONCOURT.

M. Boineuf est libre

Nous apprenons que le député Boineuf a été enfin mis en liberté.

L'union intercoloniale avait organisé plusieurs meetings pour protester contre les agissements du colonialisme.

Aujourd'hui que l'innocence de Boineuf est reconnue, nous demandons au gouvernement du Bloc des Gauches ce qu'il compte faire envers tous ceux qui par la violence et l'arbitraire, brutalisent leurs droits d'hommes soi-disant libres.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Imprimerie Française (Maison J. Dangon)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, Imprimeur.

Le Gérant : Léopold MESNARD.